

Inégalités entre les femmes et les hommes : les leurres du 8 mars

8 mars 2020



Officialisée en 1977 par les Nations Unies, la Journée internationale pour les droits des femmes est devenue au fil du temps une fête de « la » femme aux relents commerciaux. Un rituel qui laisse un goût amer aux femmes les 364 jours restants, jours de « l' » homme. De plus, une partie du discours de défense de la condition féminine occulte les inégalités sociales dont sont victimes les femmes les moins favorisées.

Tous les 8 mars, on célèbre désormais « la » femme à coup de marketing. Les promos se sont un peu calmées, mais cette année encore un site de vacances en ligne (dont on ne fera pas la publicité) profite de l'occasion pour offrir un séjour spécial à 99 euros, des stations de ski célèbrent « la » femme, etc. Le monde de l'entreprise a compris qu'il fallait investir le terrain. Ainsi, Carrefour, gros pourvoyeur de temps partiel contraint pour les femmes, soutient par exemple le « [Laboratoire de l'égalité](#) ».

L'hypocrisie est immense. Un grand nombre d'organes de presse participent à cette mascarade. Ils dénoncent les inégalités entre les femmes et les hommes, s'indignent des violences faites aux femmes et découvrent les féminicides. Ce qui ne les empêche pas d'encaisser l'argent de publicités sexistes qui relayent les stéréotypes et occupent de pleines pages.

« Liberté, égalité, beau fessier » : le slogan publicitaire d'une marque de vêtements que l'on ne citera pas ne dérange au fond pas grand monde, comme l'avait déjà noté la politologue Réjane Sénac : « *Dénoncer cette campagne comme un détournement grossier et phallocrate des valeurs républicaines, ainsi sacrifiées à un marché et à un marketing ironiques, ne peut être le fait que de féministes radicales hystériques* » (Le Monde, 6 mars 2019). Les femmes doivent continuer d'être belles et douces, prêtes à servir les hommes et à s'occuper des enfants. L'inverse des idéaux de celles qui ont combattu ces préjugés.

Le refus d'un modèle masculin de compétition

Le 8 mars est aussi l'exercice obligé du bilan des inégalités femmes-hommes. Pourtant, la plupart des états des lieux publiés s'en tiennent à une vision qui se résume au pourcentage de femmes présentes en haut de la hiérarchie sociale, parmi les députés ou les conseils d'administration des grandes entreprises. Une partie de ceux et de celles qui se battent pour une plus grande représentation des femmes parmi les élites s'accommode de la précarité dans l'emploi – qui touche les femmes peu qualifiées au premier chef – comme de la promotion des heures supplémentaires au détriment de la vie de famille. La parité fait souvent bon ménage avec la précarité. Quand elle ne sert pas à faire diversion.

Réduire le problème des inégalités femmes-hommes à l'accès des femmes aux postes de direction permet de continuer à défendre un modèle concurrentiel de société. Désormais, la France de gauche idolâtre la « [femme puissante](#) », comme c'est le cas dans l'émission de France Inter. Vive la domination de l'un ou l'une sur l'autre. Qu'importe la forme de la compétition, pourvu qu'elle soit « équitable » [1] Cela permet d'éviter de débattre du fonctionnement de nos sociétés. Les mêmes médias peuvent ainsi tout à la fois dénoncer les inégalités femmes-hommes et applaudir à la précarisation du travail, aux subventions massives pour les emplois mal rémunérés dont une grande partie sont occupés par les femmes.

Hyper compétition au travail

Mais il faut pousser le raisonnement encore plus loin. Les femmes sont peu nombreuses dans les sphères de direction, au niveau de l'entreprise comme dans la fonction publique. Cette situation ne reflète-t-elle pas, aussi, un refus des femmes de rentrer dans le jeu d'un modèle de société d'hyper compétition qui prévaut, en particulier dans le monde du travail ? De cette société qui n'a plus que pour seul modèle le « premier de cordée ».

Une partie de ce que l'on qualifie d'« inégalités » relèvent en fait de choix assumés. Le temps partiel, par exemple, est majoritairement choisi : seules 27 % des femmes en temps partiel indiquent souhaiter travailler davantage selon l'Insee. Ce taux est sous-estimé : certaines déclarent ne pas vouloir travailler plus car elles savent qu'elles n'ont aucune chance d'obtenir un temps plein, d'autres parce qu'elles sont contraintes de prendre en charge la plupart des tâches domestiques. Pour autant, une majorité des femmes opte pour le temps partiel pour se libérer du travail et non par aliénation ou parce que leur nature les prédispose à une moindre ambition. Ces choix résultent d'un processus de socialisation : les filles, puis les

femmes, prennent aussi les décisions qu'on leur a appris à prendre, dans la famille ou à l'école notamment.

Cette socialisation ne leur apprend-elle pas, aussi, à résister à un modèle de société aujourd'hui mis en avant d'abord par des hommes ? Il faut au moins s'interroger sur la question. Depuis le début des années 1990, la part des femmes dans le secteur de l'informatique diminue. En trente ans, elles seraient passées d'un tiers à 15 % des effectifs des ingénieurs dans ce domaine [2] Ne peut-on y lire les conséquences de la dégradation des conditions de travail dans ce secteur, refusée par les femmes ? Et aussi de l'ampleur du sexisme qui peut régner dans certaines entreprises, comme l'a montré récemment l'affligeante histoire de la « ligue du LOL » dans laquelle une bande de jeunes branchés des médias et de la pub, sûrs d'eux-mêmes, s'amusaient à harceler des femmes en particulier. La progression lente des femmes aux postes d'encadrement supérieur du secteur privé et leur forte présence dans la fonction publique peuvent aussi résulter du rejet d'une lutte forcenée pour le rendement, de la quête du pouvoir pour le pouvoir dans un monde du travail qui perd la tête, gavé de compétition.

Transformer le modèle dominant

Au nom de la prétendue « nature féminine », on refuse de voir les inégalités dont sont victimes les femmes dans notre société. Mais les défenseurs de l'égalité entre les femmes et les hommes acceptent le plus souvent les inégalités sociales sans sourciller. Les hommes perçoivent près de 23 % de salaire de plus que les femmes, c'est scandaleux. Les femmes cadres touchent 2,4 fois plus que les ouvrières, cela ne frappe personne. Ni à droite, ni à gauche, dont tous les regards sont fixés sur le 1 % des ultra-riches pour mieux faire oublier la domination des cadres supérieurs sur les classes populaires. Les femmes ouvrières et employées non qualifiées ont des conditions de travail et de vie qui sont à des années-lumière de celles des femmes cadres. Cette insensibilité aux inégalités sociales, dont les femmes sont pourtant les premières victimes, constitue une vision élitiste du problème.

On ne peut pas espérer améliorer la situation des femmes dans le monde du travail sans remettre en cause les hiérarchies sociales. Combattre les inégalités entre les sexes passe notamment par une limitation du recours à la précarité et au temps partiel, par l'élévation du salaire minimum, par les restrictions des heures supplémentaires, par la réorganisation des rythmes de travail, etc. C'est exactement l'inverse de ce que font les gouvernements depuis des années en flexibilisant le travail, tout en paradant dans les colloques le 8 mars. Au fond, il faudrait concevoir l'égalité entre les femmes et les hommes non comme un alignement de la situation des femmes sur le modèle masculin, mais comme une transformation de ce modèle dominant. L'égalité entre les femmes et les hommes passe par une remise en cause profonde du fonctionnement de l'entreprise, mais aussi de la famille ou de l'école.

Un vent de changement ?

Depuis l'affaire Harvey Weinstein (producteur de cinéma accusé d'agressions sexuelles et désormais condamné) en octobre 2017, un vent de libération des femmes souffle. Enfin ! L'affaire a déclenché un vaste mouvement de dénonciation des violences faites aux femmes. Au-delà même de la question, les discours évoluent. Le féminisme, méprisé il y a encore quelques années, et réservé à quelques militantes parfois contraintes d'utiliser la manière forte pour se faire entendre (comme les Femen), a le vent en poupe. Les manifestations sérieuses de défense de la cause des femmes, comme celles qui sont recensées en Île-de-France par le [Centre Hubertine Auclert](#) sont mieux valorisées. La récupération commerciale sexiste du 8 mars est de plus en plus souvent dénoncée.

Ce mouvement n'est pas toujours sans arrière-pensée. Comble du détournement, le féminisme trouve de nouveaux défenseurs jusqu'à l'extrême droite qui s'en empare pour alimenter son discours islamophobe. La secrétaire d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes a justement dénoncé « ceux qui se prétendent pour le féminisme et l'égalité femmes-hommes, et qui n'en parlent que quand il s'agit de voile, mais qui ne parlent jamais d'accès à l'IVG, de contraception, de harcèlement de rue ou d'inégalités salariales » (Europe 1, 27 février 2019). Au final, le féminisme en vient lui-même à être utilisé comme argument de vente par des entreprises qui surfent sur la vague, comme le note [la journaliste Elise Lambert](#) de France Télévision. La boucle est bouclée.

Au bout du compte, l'égalité femmes-hommes a encore du chemin à faire. Pour cela, reste à espérer deux choses. D'une part, que le vent ne retombera pas aussi vite qu'il s'est levé. C'est peu probable, tant les rapports de forces évoluent en profondeur dans notre société, mais rien n'est jamais gagné et les jeunes générations ne doivent pas l'oublier. D'autre part, qu'on saura articuler l'égalité entre femmes et hommes avec l'égalité tout court. L'égalité entre les femmes et les hommes aurait un goût amer dans une société globalement de plus en plus inégalitaire pour l'immense majorité des femmes.

Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités

Photo/© Brebca - Fotolia

[1]Le phénomène est exactement identique au thème de la « diversité » qui permet de mettre en avant les discriminations sans changer, au fond, ce qui fait les écarts selon l'origine sociale.

[2]Voir « Métiers du numérique : l'exode des femmes », Claire Legros, Le Monde, 3 mars 2019.